



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

LE POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ CEDEX 3

Téléphone : 03.87.66.71.58

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**OBJET : PRESTATIONS DE SANTE AU TRAVAIL ET DE PREVENTION AU PROFIT DE
L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU CENTRE HOSPITALIER DE LORQUIN**

**La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1
et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique**

Date et heure limites de remise des offres : 5 novembre 2025 à 12h00

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

Le CHR Metz-Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord.

Pour la présente consultation, le CHR Metz-Thionville agit pour le compte du Centre Hospitalier de Lorquin.

Le CHR Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La présente consultation a pour objet de désigner un prestataire au service de santé au travail pour réaliser des prestations de médecine du travail et de prévention au profit de l'ensemble du personnel du **Centre Hospitalier de Lorquin**.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiqués dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le marché s'exécutera dans les conditions prescrites au cahier des clauses administratives particulières, selon les spécifications du cahier des clauses techniques particulières.

2. Forme du marché - Durée

2.1 Forme de la consultation

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique.

Service spécifique : CPV : 79625000-1 Services de mise à disposition de personnel médical.

Le marché est un accord cadre à bons de commande.

Il est passé sans montant minimum et avec un maximum correspondant à 2 fois le montant attribué du marché.

2.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification. Il est reconductible 3 fois, pour des durées d'un an chacune. La reconduction est tacite.

A l'inverse, en cas de non reconduction, le CHR Metz-Thionville prendra expressément la décision avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire de la période concernée.

3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles,

- Le bordereau de prix,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG - FCS),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- L'offre technique et financière du titulaire.

3. Prix - Variation du prix

3.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent marché est révisable chaque année à la date anniversaire de notification, selon les modalités ci-dessous.

3.2 Variation du prix

Les prix du marché sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I / I_0)$$

Dans laquelle :

P= prix révisé

P₀= prix initial au mois 0 soit novembre 2025

I = dernier indice connu à la date de révision.

I₀ = indice mois 0 (novembre 2025).

L'indice de référence est l'index : 010762013 « indice du coût du travail – cout horaire – activités spécialisées, scientifiques, techniques ».

4. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie à première demande le cas échéant.

5.2 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

6. Règlement des comptes au titulaire

6.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine, au fur et à mesure de l'exécution des prestations.

6.1.1 Demandes de paiement

Les factures afférentes au marché devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

6.1.2 Transmission des demandes de paiement

Les factures doivent être libellées à l'attention du Centre Hospitalier de Lorquin.

Elles sont envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La facture doit comporter les informations suivantes :

- Votre numéro SIRET
- Vos coordonnées bancaires (RIB)
- Le code service à utiliser est indiqué sur le bon de commande
- Le n° d'engagement doit être égal au n° de commande ou mot-clé relatif à l'objet de la facture si aucune commande n'est transmise.

Une facturation électronique non conforme sera rejetée systématiquement par Chorus Pro.

6.2 Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 6-1 supra ne pourra être acceptée, et donnera lieu à notification motivée d'un sursis au paiement, adressé par télécopie ou par lettre recommandée AR au fournisseur pour correction.

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées ou n'est pas présentée comme il est indiqué au point 6-1 supra, il sera opposé un sursis de paiement au cocontractant, applicable jusqu'à exécution complète des prestations concernées par la demande de paiement, ou jusqu'à production des pièces justificatives mentionnées au courrier portant sursis de paiement.

6.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7. Pénalités

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations du CCAG - Fournitures courantes et Services.

8. Assurances

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au CH Lorquin, ou à des tiers.

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux ou prestations, objet du marché.

Il doit produire, à toute demande de la personne responsable du marché ou de ses représentants, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

9. Différends et litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.
Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus à l'article R. 2183-1 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

10. Résiliation de l'accord-cadre

Il sera fait application des dispositions relatives à la résiliation du CCAG FCS.

Fait à METZ, le 10 octobre 2025.

La Directrice des Achats
de la Logistique et de l'Hôtellerie,

Katia REBELO SEWASTIANOW

